

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 6 au 12 février 2024

## Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine.....</b>	<b>2</b>
<b>Fait marquant : les parlementaires britanniques s'inquiètent du coût pour les finances publiques du resserrement monétaire conduit par la BoE.....</b>	<b>2</b>
<b>En bref .....</b>	<b>2</b>
<b>Actualités macroéconomiques.....</b>	<b>3</b>
CONJONCTURE .....	3
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	3
<b>Actualités commerce &amp; investissement .....</b>	<b>3</b>
POLITIQUE COMMERCIALE.....	3
<b>Actualités financières.....</b>	<b>4</b>
MARCHES FINANCIERS .....	4
REGLEMENTATION FINANCIERE .....	4
BANQUES ET ASSURANCES.....	5

## Le chiffre de la semaine

Le stock d'actifs détenus par l'Asset Purchase Facility (APF) de la Banque d'Angleterre (BoE) à des fins de politique monétaire s'élevait à 744Mds£ au 27 décembre 2023 d'après la [BoE](#). Les titres souverains britanniques en constituent l'écrasante majorité (99,94%).

LE CHIFFRE À RETENIR

**744Mds£**

## Fait marquant : les parlementaires britanniques s'inquiètent du coût pour les finances publiques du resserrement monétaire conduit par la BoE.

Dans le cadre d'un accord entre la BoE et le Trésor britannique, ce dernier se porte garant des profits et pertes enregistrées par l'APF (cf. supra) dans le cadre de la conduite par la BoE de sa politique d'achats (ventes) de titres sur le marché secondaire. Si ces opérations ont permis initialement à l'APF de dégager un profit d'environ 124 Mds£ entre 2009 et 2022, reversé au Trésor, les hausses de taux opérées depuis 2022 auxquelles s'ajoutent les ventes actives de titres par la BoE (quantitative tightening – QT -) ont inversé le mécanisme et conduit à des pertes significatives pour l'APF, que le HMT doit compenser. Le total de ces pertes est estimé à 80Mds£ sur la durée estimée du QT. Les parlementaires appellent à un contrôle accru du chancelier Hunt sur la BoE et sa politique de QT, dans un contexte de forte contrainte sur les finances publiques et des baisses d'impôt envisagées par ce dernier pour son budget de printemps.

## En bref

- Le secrétaire d'État pour le commerce, Greg Hands, s'est [entretenu](#) avec son homologue suédois.
- Le [Board of Trade](#) – organisme consultatif du gouvernement pour la politique commerciale – a tenu sa réunion trimestrielle, organisée autour de l'industrie musicale.
- Le Premier ministre [a nommé](#) deux nouveaux envoyés commerciaux (« *trade envoys* ») pour le Bangladesh et l'Amérique centrale (République dominicaine, Panama, Costa Rica). Ils sont en charge de promouvoir l'attractivité du Royaume-Uni auprès des entreprises étrangères et d'accompagner les opérateurs britanniques à l'exportation.
- Le Royaume-Uni et l'État de Caroline du nord (Etats-Unis) ont tenu leur [3<sup>ème</sup> réunion de travail](#) dans le cadre du suivi du protocole d'entente (MoU) signé entre les deux partenaires fin juillet 2022.
- L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (TRA) recommande le [maintien](#) des mesures anti-dumping sur les importations d'acier anti-corrosion en provenance de Chine.
- La TRA a lancé un [réexamen](#) des mesures suspensives et des contingents tarifaires octroyés aux produits sidérurgiques de catégorie 1 (acier plat laminé à chaud et acier en bobine), à la suite de demandes déposées par Tata

Steel UK et Kromat Trading Ltd en ce sens.

– Les défaillances d'entreprises pourraient atteindre un nombre record en 2024 selon une enquête menée par

le cabinet de conseil *Centre for Economics and Business Research* ([CEBR](#)), qui prévoit une moyenne de 8 000 défaillances par trimestre.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**Le think tank NIESR (*National Institute of Economic and Social Research*) analyse les effets de la crise du coût de la vie sur les plus ménages les plus démunis.** Selon le [rapport](#), la hausse des coûts de l'énergie et l'inflation alimentaire pèsent davantage sur les ménages les plus pauvres. Plus précisément, le niveau de vie du premier décile des ménages les plus démunis serait inférieur de 18% par

rapport à 2019, malgré le versement de l'allocation au soutien au coût de la vie. [En dépit](#) d'un apaisement des tensions inflationnistes et des hausses de salaires, le niveau de vie ne devrait pas retrouver son niveau pré-pandémie avant 2027. À l'approche du budget de printemps, le think tank appelle le gouvernement à utiliser ses marges budgétaires pour investir dans les infrastructures plutôt que pour réduire les impôts.

### Politique budgétaire

**Le secrétaire financier du Trésor (*financial secretary*), Nigel Huddleston, affirme son engagement à réduire la charge fiscale et favoriser la progressivité du système fiscal.** Dans un entretien accordé au [Financial Times](#), N. Huddleston évoque notamment le gel des seuils déterminant les tranches d'imposition sur le revenu, en dépit des hausses de

salaires constatées ces derniers mois et à l'origine d'un alourdissement de la charge fiscale, ainsi que les effets de seuils entraînant la perte de droits aux allocations familiales. En perspective et à l'approche du budget de printemps, N. Huddleston estime important de procéder à un allègement dans le respect des règles budgétaires.

## Actualités commerce & investissement

### Politique commerciale

**Au titre du soutien à l'économie ukrainienne, le Royaume-Uni et l'Ukraine prolongent la suspension des droits de douane sur l'ensemble du commerce bilatéral.** Pour [rappel](#), le Royaume-Uni avait décidé en mai 2022 de suspendre les droits sur l'ensemble

des importations ukrainiennes. L'Ukraine avait alors choisi d'offrir la réciprocité aux produits britanniques. Cet accord, qui arrivait à expiration en 2024, a ainsi été prolongé pour cinq années supplémentaires.

**Les demandes indiennes concernant les cotisations sociales semblent placer les négociations de l'accord de libre-échange bilatéral dans une impasse.** Le [Financial Times](#) relaie la réticence de la ministre du commerce, Kemi Badenoch, à consentir aux demandes du gouvernement indien concernant le remboursement des cotisations sociales payées par les travailleurs en

détachement temporaire au Royaume-Uni et à l'origine d'une double contribution de ces derniers. Un tel accord pourrait créer un manque à gagner de 200M£ pour le Trésor britannique, alors que les Indiens comptaient pour près d'un tiers des visas de travail attribués l'année dernière au Royaume-Uni.

## Actualités financières

### Marchés financiers

**La Banque d'Angleterre (BoE) continue la réduction active du bilan de l'Asset Purchase Facility (SPV dédié au volet QE de sa politique monétaire).** Lors de sa réunion de septembre 2023, le Comité de politique monétaire (MPC) avait décidé de réduire le stock d'obligations d'État (*gilts*) détenues par l'APF de 100 milliards de livres sterling sur les 12 mois allant d'octobre 2023 à septembre 2024, ce qui comprend à la fois les obligations arrivant à échéance et les ventes actives de titres sur le marché secondaire. Au total, douze opérations de vente de *gilts* ont eu

lieu entre le 2 octobre et le 11 décembre. Les *gilts* ont été vendus par tailles d'adjudication égales entre échéances courtes (échéance résiduelle comprise entre 3 et 7 ans), moyennes (7 et 20 ans) et longues (20 ans ou plus). Ces ventes ont entraîné une réduction de 13,4 milliards de livres sterling du stock d'obligations d'État détenues à des fins de politique monétaire. Le bilan de l'APF comprenait ainsi au 27 décembre 2023 744 Mds£ de titres souverains britanniques et 440 M£ de titres d'entreprises non financières (0,06%).

### Règlementation financière

**Un groupe d'investisseurs institutionnels internationaux critique la réforme des règles de cotation élaborées par la FCA et présentées fin décembre 2023.** *L'International Corporate Governance Network*, un groupe d'investisseurs institutionnels mondiaux représentant 77 Mds\$ d'actifs, a écrit une lettre au chancelier britannique Jeremy Hunt et à

l'autorité des marchés financiers - la Financial Conduct Authority (FCA) -, critiquant ce qui a été présenté par celle-ci comme "les réformes les plus profondes du régime d'admission à la cotation du Royaume-Uni depuis trois décennies". Leurs principales préoccupations portent sur l'approche plus permissive envisagée quant aux actions à droit de vote multiple (qui confèrent aux

fondateurs d'entreprise des droits de vote plus importants que ceux des actionnaires ordinaires). Ils s'inquiètent également de la suppression du vote obligatoire des actionnaires autorisant des opérations importantes, telles que les prises de contrôle et les transactions entre parties liées. Ils

## Banques et assurances

**D'après le FT, les banques Lloyds et Santander seraient impliquées dans un schéma de contournement des sanctions bénéficiant à l'Iran.** Une enquête du FT a révélé que des sociétés britanniques détenues par l'entreprise nationale iranienne *Petrochemical Commercial Company* (PCC - faisant l'objet de sanctions américaines depuis 2018) disposaient de comptes auprès de ces deux banques. Le FT indique qu'après avoir été placée sous

**Le chancelier J. Hunt se dit séduit par l'idée d'un produit d'épargne en actions britanniques, destiné notamment à soutenir leurs valorisations boursières et inciter les introductions en bourse.** Il se dit ouvert à l'idée de mettre en place un produit d'épargne défiscalisé pour les particuliers, destiné aux actions d'entreprises britanniques. Il considère que ce pourrait une

estiment que l'ensemble de ces propositions exposera les investisseurs à des risques supplémentaires et injustifiés, nuisant à la réputation du Royaume-Uni en matière de gouvernance d'entreprises et son attractivité comme centre financier.

sanctions, la PCC utilisait des entreprises britanniques pour transférer des fonds en provenance d'entités iraniennes en Chine. Les sociétés Pisco UK et Aria Associates détenant un compte auprès de Santander pour la première et auprès de la Lloyds pour la seconde, seraient détenues par la PCC. Les deux banques ont assuré être en conformité avec leurs obligations et ne pouvoir fournir de détails sur leurs clients.

solution pour stimuler l'investissement des particuliers en actions britanniques et inciter plus d'entreprises à s'introduire en bourse à Londres. La place financière appelle de longue date la création d'un tel produit. J. Hunt a affirmé que ce pourrait être un bon complément à la réforme des règles de cotation et de prospectus mises en œuvre au Royaume-Uni.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)